

Août 2018

Sous le poids des dettes grecques, le charbon

Malgré la clôture récente du troisième « plan de sauvetage » économique de la Grèce, le pays doit encore faire face à d'immenses défis. Empêtré dans ses calculs financiers, le gouvernement semble clairement reléguer la transition énergétique au second plan. Troisième producteur de charbon en Europe, la Grèce illustre pourtant la difficulté des pays européens à se défaire de cette source d'énergie appartenant au passé et pesant lourd sur le futur.

Reportage de Justice et Paix suite à une mission en Grèce organisée par le collectif français ISF Systext.

À Anargyri, petit village du Nord de la Grèce, Andreas¹ franchit un monticule de terre fleuri censé barrer la route. Après discussion avec le gardien bloquant le passage, il nous fait signe de le suivre. Nous lui emboîtons le pas et découvrons bientôt un décor apocalyptique. Route fracturée, maisons fissurées, et à peine 100 mètres plus loin, le vide. Nous surplombons l'immense mine à ciel ouvert d'Amynteo où un important glissement de terrain a eu lieu en juin 2017. Environ 80 millions de mètres cubes de terre ont basculé dans le trou, emportant avec eux plusieurs machines et recouvrant 25 millions de tonnes de lignite², pour un total de 500 millions d'euros de pertes financières. En contrebas, des dizaines de camions minuscules continuent d'opérer, ayant repris leurs activités, à côté des épaves de machines.

Un monopole historique

Public Power Corporation (PPC) est l'entreprise publique qui exploite le lignite en Macédoine Occidentale, au Nord de la Grèce. Elle est détenue à 51% par l'État et possède 70% de la puissance installée³ grecque. La part de la production électrique du pays à base de lignite est de 45% et 86% de l'électricité de PPC issue de ce combustible provient des 19 centrales du bassin minier de Macédoine Occidentale. L'entreprise y emploie 5000 travailleurs dont 3000 via des sous-

traitants. Le lignite est la seule source d'énergie que possède la Grèce qui pour le reste est dépendante de l'étranger. Le lignite est exploité principalement dans des mines à ciel ouvert pour générer de l'électricité. L'extraction suppose de retirer la couche supérieure de la terre puis, à l'aide d'explosifs et de machines aux dimensions colossales, de creuser de plus en plus profondément jusqu'à atteindre la roche la plus noire possible, le lignite. La Grèce en est le 3^{ème} producteur au niveau européen, après l'Allemagne et la Pologne.

« Le lignite est cher et sale et notre lignite grec n'est pas de bonne qualité » nous dit Lazaros Tsikritzis, conseiller à la mairie de Kozani, chef-lieu de Macédoine Occidentale. Les centrales thermiques dans lesquelles le lignite broyé est brûlé⁴ rejettent différents polluants : du CO₂ (1/3 du CO₂ émis en Grèce provient de l'exploitation du lignite) mais aussi du dioxyde de soufre, de l'oxyde d'azote et des particules fines. « Notre industrie est l'une des 5 industries les plus polluantes d'Europe. Elle équivaut aux émissions de 6 millions de voitures chaque jour » constate Lazaros. Pendant près de 20 ans, PPC a excédé les taux de particules fines autorisés par l'Union européenne. Un effort a été consenti en 1997 mais cela reste insuffisant pour se conformer aux normes européennes. À côté des améliorations techniques apportées, la diminution de la pollution de l'air s'explique aussi par la crise économique que subit la Grèce depuis 2008 qui a entraîné une diminution de la consommation des ménages. De plus, les nouvelles directives et

¹ Le prénom utilisé est un prénom d'emprunt.

² Le lignite est un charbon de rang inférieur composé de 50 à 60% de carbone.

³ La puissance installée signifie la capacité maximale théorique de production d'électricité de l'ensemble du parc des centrales d'un type donné, ou dans un pays donné.

⁴ Le processus consiste à brûler le lignite broyé sous forme de poussière à 1400 degrés afin qu'il puisse chauffer l'eau qui va se transformer en vapeur à haute pression et entraîner la turbine dont la rotation sera transformée en énergie électrique.

législations européennes en matière de lutte contre le réchauffement climatique, tout comme les compensations carbone, rendent l'exploitation du lignite moins rentable.

Le pic de production a été atteint en 2004 et la production a déjà chuté de moitié entre 2009 et 2016. Or, 46% des emplois directs de la région dépendent de PPC. « Nous devons amorcer la transition et la réhabilitation des zones exploitées. Nous avons déjà perdu beaucoup de temps, sans compter les impacts que nous supportons » explique Lazaros. Si rien ne change, ces différents ingrédients laissent présager une catastrophe industrielle (et écologique) en Macédoine Occidentale.

Un bilan mitigé

Non loin d'Anargyri, nous découvrons le village de Valtonera. Nous y rencontrons des habitants qui nous montrent les dégâts causés par la mine située à environ 2 km de là. Fissures dans les murs des maisons, effondrements de terrain, sols cabossés, les villageois sont mécontents : « sur 200 habitants, 50 à 60 ont quitté le village en 2017 » nous dit Piero⁵. Quelques familles ont reçu de l'argent d'un fonds de compensation mais elles sont peu nombreuses. Ce qui est sûr, c'est que l'entreprise refuse de porter la responsabilité de ces dommages irréversibles. Pourtant, il est fort probable que les actions de l'entreprise expliquent ces phénomènes : tout d'abord, les vibrations provoquées par les explosions quotidiennes à 2 km du village ; ensuite, le pompage de l'eau souterraine qui crée des dépressions et déstabilise les sols. Malgré les risques d'effondrement, les villageois ne veulent pas quitter leur maison et attendent une prise en charge de l'État. Ces deux villages ne se trouvant pas dans la concession minière de PPC, ils ne peuvent bénéficier d'une relocalisation contrairement à 8 autres villages déjà relocalisés par l'entreprise. « Ceux qui ont du charbon sous leur maison sont relocalisés mais ceux qui souffrent seulement des impacts non », explique Lazaros.

⁵ Ce prénom est un prénom d'emprunt.

⁶ L'autre raison principale du procès était que la nouvelle usine « Ptolémaïda V » opérationnelle en 2020/2021 n'utilisera pas les technologies les plus

L'impact sur l'eau représente un autre point de tension entre l'entreprise, la population et les autorités politiques locales. L'entreprise a en effet besoin de grandes quantités d'eau (5000 m³/h) pour produire la vapeur qui va actionner la turbine des centrales, dont la rotation est transformée en énergie électrique, ainsi que pour ensuite refroidir cette vapeur. À côté de cet usage, « PPC détruit les nappes phréatiques pour accéder au charbon et elle ne reconnaît pas la responsabilité de ce dommage » nous dit Lazaros Tsikritzis. Ce différend a conduit la mairie de Kozani à poursuivre PPC en justice en 2016 pour destruction des réserves d'eau potable, entre autres⁶. Des substances toxiques ainsi que des cendres volantes⁷ avaient été retrouvées dans l'eau. « Nous avons perdu le procès. La Cour de justice nous a dit que ce n'était pas son problème » poursuit Lazaros.

Pour faire fonctionner les centrales thermiques, PPC pompe 72 millions de m³ annuellement dans le fleuve Aliakmon, le plus long fleuve grec. En comparaison, 43 millions de m³ sont consommés par les 300 000 habitants de Macédoine Occidentale. Il arrive aussi que PPC détourne des rivières afin d'exploiter le sol en-dessous de celles-ci.

Manque de cohérence de l'Europe

La dépendance au charbon n'est pas propre à la Grèce. Le charbon représentait en 2016 la deuxième source d'énergie mondiale après le pétrole. Au niveau de la production d'électricité, le charbon reste en première position. Dans les deux cas, il est la source d'énergie la plus polluante. Et la demande énergétique mondiale continue de croître de façon corollaire à l'augmentation de la population mondiale et du revenu par habitant. Selon les projections de l'EIA⁸, les énergies fossiles pourraient encore représenter 80% du mix énergétique mondial en 2040. Dans cette perspective, les émissions en CO₂ augmenteraient de 34% par rapport à 2012 alors que la limitation du

avancées de dépollution et ne respecte donc pas le Plan National Grec de Transition.

⁷ Les cendres volantes (fly ash en anglais) sont les résidus toxiques de la combustion du charbon.

⁸ Agence Internationale de l'Énergie

réchauffement de la planète à 2° impose, selon le GIEC, de réduire les émissions de l'ensemble des gaz à effet de serre de 40 à 70% d'ici à 2050.

Pour maintenir le réchauffement de notre planète à +2°, l'Union européenne s'est fixé pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 1990. L'UE a repoussé à 2030 le cadre qu'elle avait initialement fixé pour 2020 autour de différents objectifs : efficacité énergétique, augmentation de la part des énergies renouvelables, diminution des émissions de GES. Une (trop) lente transition vers une économie sobre en carbone s'est mise en marche.

La diminution de la dépendance au charbon fait partie de cette stratégie. En 2016, l'Union européenne a lancé son paquet « une énergie propre pour tous les européens » qui s'intègre à la stratégie de l'union pour l'énergie. Dans le cadre de ce paquet, la Commission européenne a créé en novembre 2017 une plateforme pour les régions charbonnières en transition. Un projet pilote a été lancé en Macédoine Occidentale dans ce cadre-là⁹. L'UE s'engage également à supprimer les subventions aux combustibles fossiles, dont le charbon. Malheureusement, sous la pression de la Grèce notamment, le Conseil européen a accepté de prolonger les subventions aux usines de charbon existantes jusqu'à 2035. Tous les États membres sont également chargés de créer des plans nationaux sur l'énergie et le climat. Une première version de ces plans devait être remise en décembre 2017. Celui de la Grèce était peu développé.

À côté de ces objectifs, l'Union européenne révèle une attitude incohérente face à la Grèce. Dans leur troisième programme d'ajustement économique (2015), les institutions européennes imposent à la Grèce de vendre 40% des actions de PPC à des investisseurs étrangers, prétextant que l'engagement d'autres entreprises augmenterait la compétitivité du marché de l'énergie qui pourrait à terme mener à des prix plus avantageux pour les consommateurs. « Avec ces nouveaux investissements étrangers, le modèle électrique basé sur le lignite va se prolonger et cela va retarder la transition vers un modèle énergétique plus

⁹ Il s'agit entre autres de restauration des sols passant par l'expérimentation de plantations de vergers.

soutenable » déplore Lazaros. Parallèlement, la construction absurde d'une nouvelle méga-centrale de lignite « Ptolemaida V¹⁰ » soutenue par PPC et le gouvernement grec confirme l'acharnement à poursuivre dans une voie sans issue.

Vers la transition ?

« Le lignite a une fin et cette fin est proche ! » clame Lazaros. En Macédoine Occidentale, 45% du PIB vient de la production de PPC ainsi que 46% des emplois directs. Sachant que la production de lignite va continuer de décroître, il est impératif de penser à l'après-lignite. Comment faire le saut vers une économie bas carbone ? C'est la question qui taraude les autorités locales de Kozani. Ils réfléchissent aux ingrédients nécessaires pour restaurer les sites lunaires des mines fermées. Et aux mécanismes qui, à leur échelle, permettraient de reprendre la main sur leur destin. Mais la tutelle de l'Union européenne empêche une totale liberté d'action et le manque de soutien de l'État grec est évident.

WWF Grèce s'intéresse à ce bassin minier depuis plusieurs années et a publié une feuille de route détaillée sur les mesures à mettre en place pour un futur soutenable. Ce « Green Plan » réorienterait les activités économiques de la région vers l'agriculture et permettrait de créer 5500 emplois. Une alternative est donc possible. Selon la mairie de Kozani, des conditions sont nécessaires à ce changement : relocalisation de deux villages, récupération des terres des ex-mines de PPC, reconversion professionnelle et fonds financiers.

Plus qu'une problématique liée uniquement à la Grèce, la sortie du charbon se présente comme un enjeu majeur de notre époque. L'Union européenne se doit d'adopter une politique cohérente à cet égard afin d'enclencher véritablement une transition énergétique et faire face aux impératifs du réchauffement climatique. La pression des citoyens peut/doit rappeler à nos décideurs leurs engagements et l'importance de la solidarité dans l'UE qui aujourd'hui fait trop souvent défaut.

Auteure :
Géraldine Duquenne

¹⁰ Cette dernière serait opérationnelle en 2020/2021.

